

INQUIÉTUDE CHEZ LES FELLAHS QUI ONT ACHETÉ DES TERRES EAC ABANDONNÉES

Vers une régularisation au cas par cas

Nombre de fellahs ont acheté des terres agricoles abandonnées par les attributaires initiaux qui ont bénéficié de ces affectations dans le cadre de la loi 19/87 (EAC et EAI). Certains ont fait cette acquisition croyant pouvoir être régularisés dans le cadre de l'ouverture initiée par M. Ouyahia, alors chef du gouvernement qui avait précédé celui dirigé par Belkhadem.

On s'en souvient, l'ouverture initiée par M. Ouyahia a été dévoyée de son objectif initial et la brèche a été exploitée par la nomenclature du régime qui a détourné des terres agricoles pour alimenter une spéculation foncière.

Les scandales avaient atteint des pontes du régime et l'entourage de ceux qu'on appelle pompeusement les décideurs. Dans le sillage du trafic maffieux, les véritables fellahs qui ont investi gros pour redonner aux terres qu'ils ont acquises leur vocation productive ont été les grands perdants.

L'un d'eux a reçu la visite, le dernier mercredi du mois du Ramadan écoulé, du ministre de l'Agriculture

et du Développement rural, Rachid Benaïssa, en tournée dans la wilaya de Boumerdès. Le représentant du gouvernement est reparti de cette visite d'une ferme de Corso sûrement très satisfait.

Il a constaté que la terre qui déclenchait la colère des fellahs, pour avoir été longtemps laissée en jachère, donne désormais de hauts rendements.

Cela ne s'est pas accompli sans prise de risque pour le coût de l'achat et les investissements consentis pour réhabiliter la ferme.

Le fellah en question a, en outre, fait de lourds investissements pour acheminer de l'eau épurée à partir de la station de traite-



La terre, laissée longtemps en jachère, donne désormais de bons résultats.

ment de Boumerdès. Il a par conséquent réalisé tout ce programme sans l'aide de l'Etat.

N'ayant pas d'acte de propriété, la banque lui

refuse systématiquement l'attribution de crédit.

Actuellement, dans cette exploitation, des dizaines de personnes travaillent. De tels exemples

sont légion à travers le territoire national.

Malheureusement, il y a des cas de vendeurs qui ont fait volte-face, trahissant les contrats qu'ils ont

librement avalisés. En effet, sur le plan juridique, l'acte administratif est délivré à l'attributaire en vertu de la loi 87/19 portant réorganisation des ex-DAS.

D'aucuns estiment que ces quelques transactions sont un véritable sauvetage de la terre fertile. L'acquéreur (ou l'exploitant réel), quant à lui, n'a aucun droit juridique vis-à-vis de l'administration.

A ce sujet, *le Soir d'Algérie* a sollicité le ministre de l'Agriculture, qui a souligné : «Certains utilisent des terres qui ont été attribuées à d'autres. Ce qui a été enregistré. Mais nous nous assurerons d'abord de la véracité de la situation.»

Et d'ajouter, suite à notre insistance pour savoir si le dossier est ouvert : «Ce qui est sûr, c'est que nous accompagnerons tous ceux qui produisent. Et bien entendu, le dossier est ouvert.»

Abachi L.

INJECTION DES BOUES COMME FERTILISANTS ET DES EAUX ÉPURÉES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

La normalisation tarde à voir le jour en Algérie

Les impératifs écologiques ont imposé à notre pays le choix coûteux du programme de traitement des eaux usées par l'installation des stations de dépollution de ces rejets. Ce qui induit un potentiel en eaux épurées évalué actuellement à 77 millions de mètres cubes.

Ce potentiel avoisinera à l'horizon 2014 les 440 millions de mètres cubes, estime le directeur du développement des zones arides et semi-arides auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, M. Redjal Noredine. Ces eaux sont recyclables au niveau du secteur agricole, dans l'arboriculture notamment. L'expérience tentée par deux fellahs de Corso, dans la wilaya de Boumerdès, a été concluante. A ces eaux rendues utilisables par un processus de dépollution biologique naturelle, s'ajoutent des milliers de tonnes de boues pouvant servir de fertilisants. La réutilisation de ces deux éléments participe également, un tant soit peu, de l'amortissement des investissements fort onéreux pour l'installation des équipements d'épuration.

Pour l'heure, les eaux sont déversées en pure perte et les boues sont jetées dans les

décharges publiques. Pourtant, dans les pays voisins, au Maroc notamment, l'utilisation des eaux épurées et des boues dans l'agriculture est courante.

D'ailleurs, l'eau dépolluée aide à augmenter la superficie irriguée, impliquant par conséquent une augmentation de la production et des exportations vers les pays de l'Union européenne. Ces derniers, faut-il le rappeler, ne se hasardent aucunement en matière de conditions sanitaires concernant les produits agroalimentaires. Chez nous, seuls quelques rares pionniers ont tenté l'expérience, avec succès. Cela reste largement insuffisant. A titre indicatif, sur une disponibilité de 4 004 316 m³ d'eau dépolluée produite annuellement par les trois stations du littoral de la wilaya de Boumerdès, seul 8,93 % est réinjecté dans l'agriculture par deux producteurs de Corso.

Ces derniers, depuis 2003, en accord avec le directeur de l'Hydraulique de l'époque, M. Gabi, mais surtout grâce à l'accompagnement de l'unité de l'Office national de l'assainissement (ONA) de Boumerdès, irriguent avec cette eau, à travers le procédé de goutte-à-goutte, 70 hectares. Ils ont installé les équipements hydrauliques requis par ce procédé et effectuent régulièrement des analyses chimiques et



8,93 % seulement d'eau dépolluée réinjectés dans l'agriculture par deux producteurs de Corso.

bactériologiques nécessaires. Les responsables de l'ONA ont pris comme références les normes européennes et marocaines pour faciliter cette expérience. Et ils auront vu juste.

Mais alors, qu'en est-il de l'Algérie en matière de réglementation et de normalisation quant au recyclage des boues et des eaux épurées ? Cette question a été posée à M. Redjal, qui dira en substance : «Ce qui est certain,

c'est que nous avons des normes de rejets des eaux. Il n'y a, effectivement, pas de cadre réglementaire qui fixe les conditions d'utilisation des eaux épurées. Il y a cependant une étude qui est conduite par le ministère des Ressources en eau, avec le concours d'un bureau d'études. Cette étude arrêtera les normes d'utilisation des eaux épurées dans l'agriculture.» Et de ne pas manquer de préciser.

«Il y a cependant des expériences qui sont menées localement, comme celle de Corso, qui est très bien encadrée par l'ONA.

A cela s'ajoute un protocole expérimental que nous développons avec le ministère des Ressources en eau. Par ailleurs, nous lancerons prochainement des expériences pilotes au niveau des wilayas de Constantine, Oran et Ouargla.»

A. L.